



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations de la Somme**

Santé Protection Animale et Environnement
53 rue de la Vallée
80000 Amiens
03 64 26 87 00
ddpp@somme.gouv.fr

Amiens, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL ROUSSEL OLIVIER

35, rue du Haut
80135 Millencourt-En-Ponthieu

Références : DDPP80 2025 01551
LRAR n°1A 210 149 6321 1
Code AIOT : 0058000764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement SARL ROUSSEL OLIVIER implanté 35, rue du Haut 80135 Millencourt-en-Ponthieu. L'inspection a été annoncée le 06/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ROUSSEL OLIVIER
- 35, rue du Haut 80135 Millencourt-en-Ponthieu
- Code AIOT : 0058000764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SARL ROUSSEL OLIVIER exploite un élevage avicole sur le territoire de la commune de MILLENCOURT-EN-PONTHIEU (poulets de chair) soumis au régime de l'autorisation ICPE et à la directive IED (APA du 11/06/2008 pour 57 960 animaux équivalents). La visite portait essentiellement sur la conformité de l'établissement aux MTD, faisant suite au dossier de réexamen validé en 2023. L'intérieur des poulaillers a été observé (en vide sanitaire).

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 16	Demande d'action corrective	30 jours
13	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	30 jours
17	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitant titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 1.1	Sans objet
2	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 2.3	Sans objet
3	Règles d'aménagement de l'élevage	Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 9	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 10	Sans objet
5	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 15.1	Sans objet
7	Consommation d'énergie	Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 27	Sans objet
8	Déclaration des émissions polluantes	Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 29	Sans objet
9	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
10	MTD3 Emissions d'azote total excrété	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
11	MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
12	MTD4 Emissions de phosphore total excrété	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
14	MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
15	MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
16	MTD23 Émissions d'NH3, production global élevage porcin ou de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
18	MTD25 Surveillance les émissions atmosphériques d'NH3	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
19	MTD27 Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
20	MTD32 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement poulets de chair	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
21	MTD32 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement poulets de chair	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont en bon état de fonctionnement et le fonctionnement de l'élevage est conforme aux MTD sur la majeure partie des points de contrôles repris dans le rapport.

Un enregistrement périodique de la consommation en eau de l'élevage doit être mis en place (incluant notamment l'abreuvement et les eaux de lavage).

L'exploitant devra veiller à l'avenir à correctement renseigner le BRS en indiquant les différents aliments consommés (avec la composition) et les quantités utilisées, et prendre en compte ces éléments pour compléter l'outil de calcul des émissions atmosphériques (GEREP).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire et portée de l'autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SARL ROUSSEL Olivier, siège social 35, rue du Haut à MILLENCOURT-EN-PONTHIEU (80135), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune précitée, au lieu dit « La Plaine », parcelles cadastrées section ZD n° 75 et 77, un élevage de volailles d'une capacité maximale de 57960 animaux équivalents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Etablissement en vide sanitaire le jour du contrôle (mise en place prévue le 01/07/2025). Mise à disposition des bons de livraisons et des factures sur les lots mis en place depuis le 15/03/2024 et comparatif avec les déclarations en ligne ATM :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lot mis en place le 15/03/2024 : 51 000 poussins (pas de déclaration en ligne) ; - lot mis en place le 16/05/2024 : 50 000 poussins - déclaration en ligne à 51 000 ; - lot mis en place le 17/07/2024 : 50 000 poussins - déclaration en ligne à 51 000 ; - lot mis en place le 12/09/2024 : 50 000 poussins - déclaration en ligne à 51 000 ; - lot mis en place le 07/11/2024 : 50 000 poussins - déclaration en ligne à 51 000 ; - lot mis en place le 18/02/2025 : 50 600 poussins - déclaration en ligne à 51 600 ; - lot mis en place le 11/04/2025 : 50 000 poussins (pas de déclaration en ligne). <p>Quelques incohérences sont relevées entre les bons de livraison (identiques aux factures) et la déclaration en ligne qui mentionnent des effectifs supérieurs aux documents de livraison fournis</p>

<p>par l'exploitant.</p> <p>L'effectif maximal mis en place est de 51 000 poussins (cf facture).</p> <p>L'effectif mis en place reste inférieur à l'autorisation délivrée en animaux équivalents (prorata 1/3 standards à coefficient 1, 2/3 lourds à coefficient 1.15).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 2.3
Thème(s) : Élevage, Nature des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations d'élevage comprennent deux bâtiments de 1200 m² chacun. Les animaux y sont élevés au sol, sur litière.</p> <p>Un vide sanitaire est effectué entre chaque bande.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de 2 poulaillers avec élevage au sol sur litière. Installations en vide sanitaire le jour du contrôle (mise en place prévue le 01/07/2025).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Règles d'aménagement de l'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 9
Thème(s) : Élevage, IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L'INSTALLATION
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écoulement observé. Pas de cours d'eau ou d'habitations à proximité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 10
Thème(s) : Élevage, IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L'INSTALLATION
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>

Constats :
Installations bien entretenues. Poulaillers intégrés dans le paysage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 15.1
Thème(s) : Élevage, Prévention des risques
Prescription contrôlée :
Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon états et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.
Constats :
Voies de circulation en bon état et suffisamment aménagées pour permettre le passage des engins de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 16
Thème(s) : Élevage, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée :
L'établissement est raccordé sur le réseau public d'alimentation en eau. (...) Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. L'exploitant veille notamment à prévenir toute fuite du système d'abreuvement des animaux et lors des vides sanitaires entre deux bandes, les locaux sont nettoyés à l'aide de nettoyeurs à haute pression. Un relevé de la consommation d'eau est tenu par l'exploitant.
Constats :
Pas de fuite observée (vide sanitaire le jour du contrôle). L'exploitant suit quotidiennement l'abreuvement des volailles (ordinateur de suivi qui vient d'être changé).
Mise à disposition des consommations semestrielles issues des factures d'eau (réseau AEP) : Année 2024 : indications de 2012 m3 facturés entre le 20/12/2023 et le 12/12/2024. Incohérence avec la déclaration GEREPA de l'année 2024 qui mentionne 2833 m3 sur l'année 2024. Année 2025 : indication d'une consommation de 1005 m3 entre le 12/12/2024 et le 07/06/2025 Absence de relevé périodique de la consommation en eau globale de l'élevage (pas de suivi de la consommation en eau de lavage).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à l'enregistrement périodique de la consommation en eau incluant l'abreuvement et le lavage et tenir à disposition de l'inspection des installations classées le registre de suivi (possibilité de l'effectuer par bande).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Consommation d'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 27

Thème(s) : Élevage, Consommation d'énergie

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'énergie, et notamment :

- Le système d'éclairage des bâtiments d'élevage est de type basse énergie (ampoules fluorescentes) ;
- Les systèmes de ventilation des bâtiments d'élevage sont pilotés de manière à optimiser leur consommation d'énergie. Ils sont inspectés et nettoyés aussi souvent que nécessaire afin de prévenir toute résistance à la circulation d'air.

Constats :

Les deux poulaillers sont équipés de leds et d'échangeurs de chaleur. Les plafonds sont isolés. La ventilation est pilotée par ordinateur. Plusieurs ventilateurs présents sur le pan des bâtiments ont été changés récemment (4 sur un poulailler, 2 sur un autre)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2008, article 29

Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et de leurs effets

Prescription contrôlée :

Conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 susvisé, l'exploitant déclare au préfet pour chaque année civile, la masse annuelle des émissions de polluants à l'exception des effluents épandus sur les sols, à fin de valorisation ou d'élimination.

Constats :

Déclaration des émissions polluantes effectuée au titre de l'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Prescription contrôlée : Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles ET Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.
Constats : Mise à disposition de deux fiches d'aliments pour lesquels les teneurs en protéines évoluent selon l'âge physiologique des animaux (aliments M70K (poulet start) et M65120 (chair croissance)). Alimentation multiphase. Les aliments présentent une teneur évolutive en matières protéiques. Présence de lysine. L'exploitant indique qu'auparavant il utilisait un aliment concentré complété avec du blé, et qu'il est désormais passé à l'aliment complet (environ 4 types/bande).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : MTD3 Emissions d'azote total excrété

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Prescription contrôlée : Valeur maxi poulets de chair azote excrété : 0,6 kgN/emplacement/an
Constats : Valeur issue du BRS du réexamen : 0.201kgN excrété/emplacement/an. Vérification du BRS de l'année 2024 : 0.201 kgN/emplacement/an L'azote total excrété respecte les NEA-MTD. Les valeurs alimentaires renseignées dans le BRS 2024 sont erronées : l'exploitant a renseigné une seule valeur de composition d'aliment (la plus élevée) en plus du blé, ce qui augmente artificiellement l'estimation de l'excrétion azotée des volailles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra veiller à correctement renseigner le BRS de l'année 2025 avec les consommations annuelles par type d'aliment utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 4
Prescription contrôlée : Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.
Constats : Mise à disposition de deux fiches d'aliments pour lesquels les teneurs en protéines évoluent selon l'âge physiologique des animaux (aliments M70K (poulet start) et M65120 (chair croissance)). Alimentation multiphase. Les aliments présentent une teneur évolutive en phosphore. Présence de phytase et de phosphate monocalcique dans l'aliment M65120. L'exploitant indique qu'auparavant il utilisait un aliment concentré complété avec du blé, et qu'il est désormais passé à l'aliment complet (environ 4 types/bande).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : MTD4 Emissions de phosphore total excrété

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 4
Prescription contrôlée : Valeur maxi poulets de chair phosphore excrété : 0,25 kgN/emplacement/an
Constats : Valeur issue du BRS du réexamen : 0.065kgP excrété/emplacement/an. Vérification du BRS de l'année 2024 : 0065 kgP/emplacement/an Le phosphore total excrété respecte les NEA-MTD. Les valeurs alimentaires renseignées dans le BRS 2024 sont erronées : l'exploitant a renseigné une seule valeur de composition d'aliment (la plus élevée) en plus du blé, ce qui augmente artificiellement l'estimation de l'excrétion de phosphore des volailles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra veiller à correctement renseigner le BRS de l'année 2025 avec les consommations annuelles par type d'aliment utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 5

Prescription contrôlée :

Tenir un registre de la consommation d'eau ET Détecter et réparer les fuites d'eau ET Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements ET Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphonides, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum) ET Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.

Constats :

Absence de suivi périodique de la consommation en eau totale de l'élevage (abreuvement uniquement).

Absence de fuite observée (vide sanitaire le jour du contrôle)

Abreuvoirs à pipettes avec coupelle de récupération.

L'exploitant dispose également d'un dispositif de brumisation dans les deux poulaillers (changement récent pour haute pression).

Modalités de nettoyage non vérifiées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à l'enregistrement périodique de la consommation en eau incluant l'abreuvement et le lavage et tenir à disposition de l'inspection des installations classées le registre de suivi (possibilité de l'effectuer par bande).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 8

Prescription contrôlée :

Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité ET Optimisation des systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation ainsi que de leur gestion, en particulier en cas d'utilisation de systèmes d'épuration de l'air ET Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement ET Utilisation d'un éclairage basse consommation ET Utilisation d'échangeurs de chaleur. Un des systèmes suivants peut être utilisé: 1. air-air; 2. air-eau 3. air-sol.

Constats :

Ventilation avec turbines sur un pan, pilotage par ordinateur.

Présence d'échangeurs de chaleur.

Plafonds isolés.

Eclairage led.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 11
Prescription contrôlée : 1. utilisation d'une matière plus grossière pour la litière (par exemple, copeaux de bois ou paille longue plutôt que paille hachée) ET 2. Appliquer la litière fraîche par une technique entraînant peu d'émissions de poussières (par exemple, à la main) ET 3. mettre en œuvre l'alimentation ad libitum ET 4. Utiliser une alimentation humide, en granulés ou ajouter des matières premières huileuses ou des liants aux systèmes d'alimentation sèche ET 6. Concevoir et utiliser le système de ventilation pour une faible vitesse de l'air à l'intérieur du bâtiment ET 1. Brumisation d'eau
Constats : Poulaillers en vide sanitaire le jour du contrôle. Utilisation d'une litière alternative à la paille. Dispositif d'alimentation ad libitum, aliment industriel Ventilation pilotée par ordinateur Brumisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : MTD23 Émissions d'NH₃, production global élevage porcin ou de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 23
Prescription contrôlée : estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en oeuvre dans l'installation d'élevage.
Constats : Calcul des émissions atmosphériques effectué au titre de l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 24
Prescription contrôlée : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.
Constats :

BRS effectué au titre de l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes).

Les valeurs alimentaires renseignées dans le BRS 2024 sont erronées : l'exploitant a renseigné une seule valeur de composition d'aliment (la plus élevée) en plus du blé, ce qui augmente artificiellement l'estimation de l'excrétion azotée des volailles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra veiller à correctement renseigner le BRS de l'année 2025 avec les consommations annuelles par type d'aliment utilisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : MTD25 Surveillance les émissions atmosphériques d'NH4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 25

Prescription contrôlée :

Est-ce que les émissions d'ammoniac sont estimées à l'aide d'un bilan massique sur l'azote (en se basant sur les quantités d'aliment ingérées, les performances de l'animal et la teneur en MAT du ou des aliments). Le module de calcul GEREP répond à cette technique.

Constats :

Calcul effectué au titre de l'année 2024 - fichiers BRS et GEREP (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : MTD27 Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 27

Prescription contrôlée :

Au moins une fois par an : estimation à partir des facteurs d'émission.

Constats :

Calcul effectué au titre de l'année 2024 - fichiers BRS et GEREP (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : MTD32 Émissions atmosphériques d’NH3, hébergement poulets de chair

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 32
Prescription contrôlée : Ventilation dynamique et système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde) ET Séchage forcé de la litière utilisant l'air ambiant intérieur (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).
Constats : Pas de fuite observée (vide sanitaire le jour du contrôle). Ventilation dynamique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : MTD32 Émissions atmosphériques d’NH3, hébergement poulets de chair

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, NEA-MTD 32 AmMoniac (NH3)
Prescription contrôlée : 0,01 - 0,08 kg NH3/emplacement/an
Constats : Emissions issues du dossier de réexamen : 0.02 kgNH3/emplacement/an pour les poulets standards, 0.028 kgNH3/emplacement/an pour les poulets lourds. Emissions calculées pour l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes) : 0.031 kgNH3/emplacement/an pour les poulets standards, 0.031 kgNH3/emplacement/an pour les poulets lourds. Les émissions respectent les seuils fixés par la MTD.
Type de suites proposées : Sans suite

